

Programme de travail pour l'année 2003 concernant les subventions dans les domaines de l'énergie et des transports

	Acte de base	Montant indicatif (euro)	Dates des appels à propositions	Objectifs	Résultats attendus
1	Dépenses de participation de l'institution à des conférences, congrès et réunions (ligne budgétaire A-7041)				
	Traité instituant la Communauté européenne, et notamment l'article 274	200.000	début mars 03 (a)	- Soutien à l'organisation de conférences d'intérêt européen dans le domaine de l'énergie et des transports et diffusion des résultats	- Partage d'expériences et réflexions sur les thèmes des politiques de la Commission - Valorisation des travaux de la Commission, notamment les actions opérationnelles, les projets de recherche et les initiatives législatives
2	Sécurité des transports (ligne budgétaire B2-702)				
2.a.	Traité instituant la Communauté européenne, et notamment les articles 71, 80, 154 à 156, et 274	7.500.000	début mars 03 (a)	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion et suivi de la mise en oeuvre des politiques communautaires, notamment sur la conduite dans les tunnels et le transport de produits dangereux - Soutien à des groupes d'experts au niveau européen dans le domaine de la sécurité des transports - Développement de la Banque de données communautaire sur les accidents de la circulation routière (base CARE) - Analyse des dispositifs existants dans les états membres sur la sécurité des infrastructures de transport notamment par l'identification des sites particulièrement dangereux (points noirs), le degré d'harmonisation de la signalisation, etc. - Soutien à des actions pilotes dans le domaine de la sécurité des transports, notamment par l'utilisation de technologies nouvelles pour les contrôles, le développement de systèmes électroniques/sophistiqués de sécurité, la mise au point de simulateurs de conduite, etc. - Analyse des causes des accidents maritimes majeurs - Développement des tests de sécurité des systèmes de protection des passagers tels que les sièges enfants, etc. - Soutien à des campagnes d'information sur la sécurité routière notamment sur les thèmes du conducteur désigné, de la qualité des pneumatiques, du respect des temps de conduite, de la sécurité dans les tunnels, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des objectifs définis dans le livre blanc "la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix" - Meilleure connaissance des problématiques liées à la sécurité des transports pour apporter des réponses plus appropriées - Préparation des propositions législatives incluses dans le programme de travail de la Commission - Amélioration de la formation des conducteurs et évolution des comportements - Diffusion des bonnes pratiques et partage d'expériences entre les états membres - Amélioration techniques des véhicules et des systèmes de protection des passagers - Amélioration des systèmes de contrôle et de sécurité
2.b.		3.800.000	Attribution hors appels à propositions (b)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement et harmonisation des contrôles par les forces de police, notamment sur les excès de vitesse et l'alcoolémie - Développement des tests de sécurité sur les voitures particulières - Développement de bases de données internationales sur la sécurité maritime - Amélioration de la sécurité des transports ferroviaires par le renforcement de l'interopérabilité - Renforcement de la coopération entre états européens sur la navigation aérienne - Soutien à des organismes internationaux pour l'accroissement de la sécurité aérienne dans le cadre du ciel unique, notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est 	

Programme de travail pour l'année 2003 concernant les subventions dans les domaines de l'énergie et des transports

	Acte de base	Montant indicatif (euro)	Dates des appels à propositions	Objectifs	Résultats attendus
3. Mobilité durable (ligne budgétaire B2-704)					
3.a.	Traité instituant la Communauté européenne, et notamment les articles 71, 80, 154 à 156, et 274	1.200.000	début mars 03 (a)	- Définition de critères permettant de sélectionner les projets d'infrastructures à forte valeur ajoutée	- Poursuite des objectifs définis dans le livre blanc "la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix" - Renforcement du dialogue avec les industriels pour encourager la mobilité durable, notamment en maîtrisant mieux les effets sur l'environnement et en ré-équilibrant les modes de transport - Développement de l'interopérabilité des modes de transports - Développement du transport ferroviaire de marchandises, notamment en accroissant l'ouverture et la qualité du marché européen du fret
				- Standardisation des systèmes de télépéage utilisant les technologies GPRS / GNSS	
				- Etude pour la définition d'un système électronique unique de péage sur autoroutes	
				- Analyse de l'offre existante en fret ferroviaire et soutien à une politique de développement et de renforcement de la qualité	
				- Etude pour la réduction des émissions des locomotives diesel	
				- Développement du Short Sea Shipping en Europe notamment en soutenant des centres de promotion ou des actions de communication	
3.b.		1.800.000	Attribution hors appels à propositions (b)	- Soutien d'un observatoire EU-Suisse dans le domaine des transports	- Développement du transport maritime à courte distance et fluvial
				- Amélioration de l'interopérabilité des transports ferroviaires	
4. Réseaux trans-européens de transport et d'énergie (lignes budgétaires B5-7000A/B et B5-710)					
	(c)			En ce qui concerne le budget RTE Transport et Energie (réseau transeuropéen Transport et Energie), les subventions seront accordées selon les procédures prévues par le règlement TEN et les décisions correspondantes (cf. c), après avis du Comité des Etats Membres RTE. Le montant des subventions envisagé pour l' année 2003 est au maximum de 629.000.000 Euro pour les RTE-Transport et 22.000.000 Euro pour les RTE-Energie. Concernant les Transports, la Commission, par la décision-cadre du 19.9.2001 (C(2001) 2654), prévoit à titre indicatif d'octoyer 530.810.000 EURO au maximum en 2003, dans le cadre du Programme indicatif pluriannuel (2001-2006).	
		98.000.000	début février 03	Subventions au titre des réseaux transeuropéens Transport hors Programme indicatif pluriannuel	
		22.000.000	début février 03	Subventions au titre des réseaux transeuropéens Energie	
		531.000.000	début mars 03	Subventions au titre des réseaux transeuropéens Transport dans le cadre du Programme indicatif pluriannuel	
5. 6ème programme cadre de recherche (titre B6-6)					
5.a.	(d)	140.000.000	Appel à propositions publié le 17/12/2002	Le texte de l'appel à propositions, publié le 17 décembre 2002, est disponible sur le site internet de la Commission : http://fp6.cordis.lu/fp6/call_details.cfm?CALL_ID=9 Les projets retenus dans cette première phase concernent les priorités thématiques : aéronautique et espace, énergie durable et transport de surface durable	
5.b.			Appel à propositions publié le 17/12/2002	Le texte de l'appel à propositions, publié le 17 décembre 2002, est disponible sur le site internet de la Commission : http://fp6.cordis.lu/fp6/call_details.cfm?CALL_ID=17 Task 8.1.B.3.2. and Task 8.1.B.3.3. Les projets retenus dans cette première phase concernent la priorité thématique : soutien aux politiques et anticipation des besoins scientifiques et technologiques	
5.c.	(d)	20.000.000	Attribution hors appels à propositions	La réalisation des projets liés à la priorité thématique Espace a été confiée à l'entreprise commune Galileo qui publiera ses propres appels à propositions.	
6. Programme Marco-Polo (ligne budgétaire B2-7070)					
	Suite à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil (COM/2002/54) concernant l'octroi d'un concours financier communautaire visant à améliorer les performances environnementales du système de transport de marchandises, le programme de travail concernant les subventions Marco Polo fera l'objet d'une publication complémentaire après adoption de la base juridique.				
7. Programme Energie Intelligente pour l'Europe (ligne budgétaire B4-106)					
	Suite à la Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil (COM/2002/162) arrêtant un programme pluriannuel pour des actions dans le domaine de l'énergie, programme "énergie intelligente pour l'Europe" (2003-2006), le programme de travail concernant les subventions Energie Intelligente pour l'Europe fera l'objet d'une publication complémentaire après adoption de la base juridique.				

Programme de travail pour l'année 2003 concernant les subventions dans les domaines de l'énergie et des transports

(a) la Commission se réserve la possibilité de publier un nouvel appel à propositions durant l'été 2003.

(b) selon les modalités d'exécution du règlement financier définies à l'article 168

(c) BASE LEGALE : Réseaux trans-européens de transport et d'énergie

Règlement (CE) n° 2236/95 du Conseil, du 18 septembre 1995, déterminant les règles générales pour l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine des réseaux transeuropéens (JO L 228 du 23.9.1995, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1655/1999 (JO L 197 du 29.7.1999, p. 1).

Décision n° 1692/96/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 juillet 1996, sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport (JO L 228 du 9.9.1996, p. 1), modifiée en dernier lieu, en ce qui concerne les ports maritimes, les ports de navigation intérieure et les terminaux intermodaux ainsi que le projet n° 8 à l'annexe III, par la décision n° 1346/2001/CE (JO L 185 du 6.7.2001, p. 1).

Décision C (2001) 2654 de la Commission, du 19 septembre 2001, établissant un programme pluriannuel indicatif relatif à l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine du réseau transeuropéen de transport pour la période 2001-2006.

Décision 96/391/CE du Conseil, du 28 mars 1996, déterminant un ensemble d'actions en vue d'établir un contexte plus favorable au développement des réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie (JO L 161 du 29.6.1996, p. 154).

Décision n°1254/96/CE du Parlement européen et du Conseil, du 5 juin 1996, établissant un ensemble d'orientations relatif aux réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie (JO L 161 du 29.6.1996, p. 147), modifiée en dernier lieu par la décision n° 1741/1999/CE (JO L 207 du 6.8.1999, p. 1).

(d) BASE LEGALE : 6ème programme-cadre de recherche et développement

Décision 1513/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative au sixième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration contribuant à la réalisation de l'espace européen de la recherche et à l'innovation (2002-2006) (JO L 232 du 29.8.2002, p. 1 à 33)

Règlement (CE) n° 2321/2002 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relatif aux règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités et aux règles de diffusion des résultats de la recherche pour la mise en oeuvre du sixième programme-cadre de la Communauté européenne (2002-2006) (JO L 355 du 30.12.2002, p. 23 à 34)